

Rapport financier trimestriel
Période terminée le 30 juin 2017

Premier trimestre de l'exercice 2017-2018
Publié le 29 août 2017*



* Version amendée le 5 octobre 2017



TABLE DES MATIÈRES

1.	TÉLÉFILM.....	2
	NOTRE MISSION.....	2
	NOTRE TRAVAIL.....	2
2.	RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL.....	2
3.	CHANGEMENTS IMPORTANTS.....	3
	PROGRAMMES.....	3
	ACTIVITÉS.....	3
	PERSONNEL.....	3
4.	GOVERNANCE ET MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	4
5.	GESTION DU RISQUE.....	4
6.	AJUSTEMENTS NON COMPTABILISÉS.....	4
7.	ANALYSE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	5
	DÉPENSES DE SOUTIEN.....	5
	FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET D'ADMINISTRATION.....	6
	FINANCEMENT GOUVERNEMENTAL ET REVENUS.....	7
	SITUATION FINANCIÈRE.....	8
8.	RAPPROCHEMENT DU COÛT DE L'EXPLOITATION ET DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE.....	9
9.	ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 30 JUIN 2017.....	10
	DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION.....	10
	ÉTAT DES RÉSULTATS.....	11
	ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	12
	ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS.....	13
	ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	14
	NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS.....	15
	ANNEXE A - AUTRES RENSEIGNEMENTS.....	15



1. TÉLÉFILM

Téléfilm Canada est une société d'État fédérale relevant du Parlement par l'entremise du ministère du Patrimoine canadien. La vision de Téléfilm est la suivante : des productions canadiennes, sur toutes les plateformes de consommation, au Canada et à l'étranger.

Notre mission

La mission de Téléfilm est de favoriser et d'encourager le développement de l'industrie audiovisuelle canadienne en jouant un rôle de chef de file grâce à son soutien financier et à ses initiatives qui alimentent le succès de l'industrie sur les plans commercial, culturel et industriel.

Notre travail

Téléfilm est formée d'une équipe de quelques 180 employés voués à la réussite de l'industrie audiovisuelle canadienne. Au nom du gouvernement du Canada, en tant que société d'État, nous soutenons des entreprises et des créateurs dynamiques, en offrant une aide financière à des projets cinématographiques canadiens en plus de promouvoir et d'exporter du contenu canadien dans des festivals, des marchés et des événements régionaux, nationaux et internationaux.

Également, la Société s'affère à mettre en œuvre son plan stratégique, *Du talent. À portée de vue*¹, qui comporte six priorités:

- La reconnaissance de l'industrie : promouvoir l'excellence du contenu canadien;
- Les pratiques de mise en marché : encourager l'innovation pour rejoindre les auditoires;
- L'information commerciale : la prise de décisions fondée sur des mesures pertinentes;
- Le financement de l'industrie : diversifier les sources de financement;
- L'écosystème d'entreprise : réussir ensemble; et
- L'excellence organisationnelle : se surpasser dans un environnement en mutation.

Finalement, nous administrons les programmes de financement du Fonds des médias du Canada (FMC) et avons aussi la responsabilité de recommander au ministère du Patrimoine canadien les projets susceptibles d'être reconnus comme des coproductions audiovisuelles régies par des traités. Notre siège social est à Montréal et nous desservons notre clientèle depuis nos quatre bureaux situés à Vancouver, Toronto, Montréal et Halifax.

2. RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL

Ce rapport financier trimestriel est conforme à l'ensemble des exigences de la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État*² établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor et aux *Normes comptables canadiennes pour le secteur public* (NCCSP). Il n'y a pas d'exigence d'audit ou d'examen des états financiers pour ce rapport financier trimestriel et, à cet effet, le rapport n'a pas subi d'examen ni d'audit de la part d'auditeurs externes.

1 : <https://telefilm.ca/fr/propos-de-telefilm-canada/plan-strategique>
2 : www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=18789§ion=text

3. CHANGEMENTS IMPORTANTS

Programmes

Au cours du trimestre, la Société a apporté des ajouts à son **Programme de mise en marché internationale - Participation aux festivals et événements internationaux**, soit la présence à cinq nouveaux festivals internationaux, deux nouveaux marchés de coproduction et quatre nouveaux festivals de courts métrages. De plus, la Société continue d'ouvrir les horizons de la production audiovisuelle canadienne en élargissant les critères d'admissibilité du **Programme d'aide au développement** dans l'objectif d'atteindre un portfolio représentatif et diversifié d'ici 2020. Les changements sont alignés sur nos priorités d'entreprise : plus de soutien aux talents émergents, aux documentaristes et aux femmes avec davantage d'inclusion des communautés autochtones et des communautés de langues officielles en situation minoritaire. De plus, des modifications ont eu lieu dans les contrats pour les **programmes de production de longs métrages et production de documentaires** afin que les œuvres soient encodées pour les plateformes numériques et sous-titrées ou doublées dans l'autre langue officielle. Finalement, la Société a élargi son **Programme d'aide à l'exportation** afin de rendre admissible l'ensemble des longs métrages dont elle a financé la production et dont le budget est inférieur ou égal à 2,5 millions.

Activités

La Société a financé au cours du trimestre 12 productions, dont un documentaire, pour une somme avoisinant les 10 millions de dollars. La Société, dans le cadre de son 50^e anniversaire et du 70^e Festival de Cannes, a lancé sa nouvelle image de marque à l'international. De plus, six producteurs canadiens ont été mis de l'avant dans le cadre d'une activité du Producers Network, qui est l'une des plus importantes plateformes de réseautage pour producteurs à Cannes. Pour la première fois, la Société a appuyé les activités de réseautage Frontières et Doc Day ainsi que la projection de trois films en réalité virtuelle. Finalement, la Société est fière d'avoir mis de l'avant les plus beaux succès de coproductions canadiennes, par l'entremise d'un montage vidéo qui a été présenté au Pavillon du Canada.

Pour une deuxième année consécutive, le Pavillon du Canada a servi de point de rencontre pour des activités de réseautage dans le cadre du Marché international du film d'animation (MIFA), situé à Annecy en France. De plus, dans le cadre du 7^e Festival international du film de Beijing, le Canada a organisé pour la première fois un atelier de coproduction Canada-Chine en collaboration avec l'ambassade du Canada à Beijing.

Le Canada était représenté par 600 Canadiens au festival South by Southwest à Austin au Texas. Ce festival est un endroit où convergent les talents émergents du cinéma, de la musique et des nouvelles technologies. La Société, en collaboration avec le Fonds des médias du Canada, a mis sur pied pour la première année le Canada Lounge, un espace de rencontre pour les participants canadiens et leurs acolytes internationaux. Puisque la musique occupe une place centrale au Festival, Piknic Electronik a profité de cette vitrine internationale avec l'appui de la Société pour présenter le premier Canadian Piknic, une soirée musicale animée par trois disc-jockeys de renommée mondiale. Pour la première fois, un programme de films canadiens, sous la bannière Canada Now, a été inauguré au cinéma Curzon Soho à Londres au Royaume-Uni. Il sera suivi d'une tournée dans plusieurs salles de cinéma à travers le pays à partir du mois de juillet.

La Société a été l'hôte, pour la première fois, d'une journée de réseautage pour les talents émergents soit Five in Focus. Cette activité, organisée en collaboration avec Women in View, a permis à cinq réalisatrices émergentes, sélectionnées par un jury composé de femmes renommées de l'industrie, de rencontrer des intervenants de premier plan de l'industrie cinématographique.

La Société a continué à célébrer le 150^e anniversaire de la Confédération du Canada avec les Soirées cinéma au Canada par des projections à Winnipeg et à Iqualuit avec respectivement les films *Lovesick* et *Maliglutit*.

Personnel

La Société tient à souligner le mérite de sa directrice générale, Carole Brabant, qui est l'une des récipiendaires du prix PAYS (Please Adjust Your Set), remis par Women in Film & Television Vancouver, et qui rend hommage à une personne qui a apporté une contribution majeure à la promotion de l'égalité entre les sexes dans les médias cinématographiques, télévisuels et à l'écran en général. Par ailleurs, il n'y a eu aucun changement de personnel au niveau du comité de direction de la Société.



4. GOUVERNANCE ET MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Société s'appuie sur une gouvernance qui s'articule par l'entremise du conseil d'administration et de ses trois sous-comités, et du comité de direction, présidé par la directrice générale, et ses comités dérivés. Le conseil d'administration s'est réuni deux fois tandis que le comité d'audit et des finances a tenu une réunion. Pour sa part, le comité de direction s'est réuni à neuf reprises.

5. GESTION DU RISQUE

L'évaluation des risques est sous la gouverne de deux comités : le comité d'audit et des finances ainsi que le comité de gestion de risques. L'évaluation des risques, leurs composantes, leurs incidences et leurs mesures d'atténuation sont revues semestriellement.

6. AJUSTEMENTS NON COMPTABILISÉS

La direction s'efforce de produire une information financière pertinente et conforme aux NCCSP et ce, dans le délai imparti par le Receveur général du Canada, soit en arrêtant les comptes cinq jours ouvrables après la fin du trimestre. À cet effet, certains procédés de démarcation applicables aux cycles des comptes payables et recevables, ainsi que certains ajustements concernant le passif au titre des avantages sociaux futurs, n'ont pas été effectués au 30 juin 2017. L'importance de ces ajustements est jugée négligeable par la direction.

7. ANALYSE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Veuillez noter que les montants des tableaux d'analyse sont présentés en milliers de dollars.

Dépenses de soutien

Les dépenses de soutien pour le trimestre terminé le 30 juin 2017 présentent un retard de 3,3 millions de dollars ou 19% par rapport au trimestre comparatif. L'écart provient principalement du programme de production.

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2017

	Budget		Réel		Écart			
	Annuel	Période	2017- 2018	2016- 2017	Budget \$	%	Réel \$	%
Programmes de production	63 322	10 030	9 824	13 019	206	2	(3 195)	(25) ¹
Programme pour le long métrage documentaire	2 000	100	75	98	25	25	(23)	(23)
Programme de développement	7 825	-	-	196	-	-	(196)	(100) ²
Administration des recommandations à titre de coproduction audiovisuelle	492	128	123	127	5	4	(4)	(3)
Programme de production à micro-budget	4 000	-	-	-	-	-	-	-
Contribution au Fonds culturel Eurimages du Conseil de l'Europe	1 500	-	-	-	-	-	-	-
	<u>79 139</u>	<u>10 258</u>	<u>10 022</u>	<u>13 440</u>	<u>236</u>	<u>2</u>	<u>(3 418)</u>	<u>(25)</u>
Activités promotionnelles internationales	5 185	1 900	2 098	1 509	(198)	(10)	589	39 ³
Programme de promotion et activités promotionnelles nationales	8 136	1 500	1 508	1 382	(8)	(1)	126	9
Programme de mise en marché	10 780	500	214	801	286	57	(587)	(73) ⁴
Programme de mise en marché internationale	1 150	100	62	112	38	38	(50)	(45) ⁵
Programme d'aide à l'exportation	800	50	28	-	22	44	28	-
Programme Innovation	2 000	-	-	-	-	-	-	-
	<u>28 051</u>	<u>4 050</u>	<u>3 910</u>	<u>3 804</u>	<u>140</u>	<u>3</u>	<u>106</u>	<u>3</u>
	<u>107 190</u>	<u>14 308</u>	<u>13 932</u>	<u>17 244</u>	<u>376</u>	<u>3</u>	<u>(3 312)</u>	<u>(19)</u>

¹ Les **Programmes de production** présente une baisse de 25% par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, soit près de 3,2 millions de dollars. Les projets dont le financement est supérieur à 1 million de dollars se sont vus octroyer des sommes moins importantes, malgré un nombre de projets similaires.

² Le **Programme de développement** a ouvert ses portes au mois de juillet sur la nouvelle plateforme Dialogue, ce qui explique qu'il n'y ait aucun contrat signé cette année contrairement à l'an passé, où le programme avait ouvert au mois de mai.

³ En ce qui concerne les **activités de promotion internationale**, les dépenses présentent un dépassement tant au niveau budgétaire que comparativement à l'exercice précédent. D'une part, le dépassement budgétaire provient de charges qui ont été encourues plus rapidement qu'anticipé. D'autre part, la hausse par rapport à l'exercice précédent provient à la fois du décalage dans le temps de ces dépenses, mais aussi de l'ajout de nouveaux événements, tel que Canada Now, qui rayonneront dans plusieurs pays.

7. ANALYSE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE (SUITE)

Dépenses de soutien (suite)

- 4 Le niveau de dépenses du **Programme de mise en marché** est en retrait par rapport aux prévisions budgétaires et sous le niveau du trimestre comparatif. Cette situation s'explique par quelques longs métrages majeurs sortis en salle au cours du trimestre qui n'ont pas requis de financement pour leurs activités de mise en marché.
- 5 La baisse du niveau des dépenses du **Programme de mise en marché internationale** par rapport au premier trimestre du dernier exercice provient essentiellement du fait que la participation canadienne au Festival de Cannes a été beaucoup moins grande que l'an passé, en raison d'un moins grand nombre de films y étant sélectionnés.

Frais de fonctionnement et d'administration

Les frais de fonctionnement et d'administration sont demeurés à un niveau similaire à celui budgétisé et à celui de la période précédente.

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2017

	Budget		Réal		Écart			
	Annuel	Période	2017-	2016-	Budget		Réal	
			2018	2017	\$	%	\$	%
Salaires et avantages sociaux	18 382	4 788	4 550	4 197	238	5	353	8
Technologies de l'information	1 690	1 040	1 008	1 025	32	3	(17)	(2)
Location, taxes, chauffage et électricité	1 855	451	455	447	(4)	(1)	8	2
Honoraires professionnels	1 823	430	272	490	158	37	(218)	(44) 1
Voyages et accueil	546	148	142	123	6	4	19	15
Frais de bureau	568	138	138	175	-	-	(37)	(21) 2
Amortissement d'immobilisations corporelles	760	136	136	105	-	-	31	30 3
Publicité et publications	330	71	58	86	13	18	(28)	(33) 4
	25 954	7 202	6 759	6 648	443	6	111	2

- 1 Le poste d'**honoraires professionnels** affiche une baisse par rapport à la période comparative, expliquée par des services de consultants informatiques et des dépenses reliées à la planification d'une campagne de promotion du talent canadien encourus l'an dernier.
- 2 Les **frais de bureau** sont en diminution par rapport à la période comparative. Cette situation est reliée à des économies de coûts de maintenance suite au changement du système téléphonique ainsi qu'à une diminution des frais de formation.
- 3 L'**amortissement** est en hausse par rapport à la période comparative, de nouveaux éléments d'actifs reliés au projet de refonte des systèmes d'information ont débuté leur période d'amortissement.
- 4 Le poste de **publicité et publications** affiche un montant inférieur à la dépense comparative car la Société est, entre autres, à revoir ses services d'analyse de traitement médiatique. De plus, certaines dépenses encourues lors du premier trimestre de l'exercice précédent n'étaient pas récurrentes.

7. ANALYSE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE (SUITE)

Financement gouvernemental et revenus

Les différentes sources de financement de la Société ont présenté un niveau d'activité similaire à ce qui avait été budgétisé ainsi qu'au trimestre comparatif de 2016-2017.

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2017

	Budget		Réal		Écart			
	Annuel	Période	2017- 2018	2016- 2017	Budget		Réal	
					\$	%	\$	%
Crédit parlementaire	100 454	22 101	21 304	22 258	(797)	(4)	(954)	(4)
Honoraires de gestion provenant du Fonds des médias du Canada	9 553	2 388	2 418	2 408	30	1	10	-
Revenus d'investissements et récupérations	10 000	510	547	707	37	7	(160)	(23) ¹
Contributions aux activités de soutien promotionnel	1 200	548	541	333	(7)	(1)	208	62 ²
Fonds des talents	2 165	-	25	4	25	-	21	525
Intérêts	100	25	22	25	(3)	(12)	(3)	(12)
	123 472	25 572	24 857	25 735	(715)	(3)	(878)	(3)

¹ Les **revenus d'investissements et de récupérations d'avances** sont inférieurs de 0,2 millions à ceux du trimestre comparatif. Cette source de revenus est liée au succès des films que la Société a financé. Le nombre de remises, tout comme le montant moyen par remise, sont en deçà du niveau de l'exercice précédent. Par contre, le premier trimestre ne peut être considéré comme un indicateur de ce que sera le niveau de l'exercice.

² Les **contributions aux activités de soutien promotionnel** sont, quant à elles, en hausse en regard des revenus de la période comparative, principalement en raison des commandites reliées aux événements Soirées cinéma au Canada.

7. ANALYSE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE (SUITE)

Situation financière

	Réel		Écart		
	30 juin 2017	31 mars 2017	\$	%	
Actifs financiers					
Montant à recevoir du Trésor	61 470	61 709	(239)	-	
Trésorerie - Fonds des talents	1 963	649	1 314	202	1
Débiteurs	2 748	2 977	(229)	(8)	
À recevoir du Fonds des médias du Canada	2 477	3 262	(785)	(24)	2
Prêt	240	240	-	-	
	68 898	68 837	61	-	
Passifs					
Créditeurs et charges à payer	2 071	3 234	(1 163)	(36)	3
Revenus reportés - Fonds des talents	1 357	-	1 357	-	4
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	39 405	45 172	(5 767)	(13)	5
Passif au titre des avantages sociaux futurs	765	783	(18)	(2)	
	25 300	19 648	5 652	29	
Actifs financiers nets					
	25 300	19 648	5 652	29	
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	5 191	4 662	529	11	6
Charges payées d'avance	260	2 275	(2 015)	(89)	7
	30 751	26 585	4 166	16	

- 1 La position de **trésorerie du Fonds des talents** a augmenté principalement en raison de l'encaissement de la contribution de Bell Média.
- 2 Le montant **à recevoir du Fonds des médias du Canada** affiche quant à lui une baisse qui est reliée aux coûts du projet de refonte des systèmes d'information (RSI) chargés au 31 mars dernier et à la taxe de vente harmonisée de 13% exigibles sur les services d'administration des programmes incluse au 31 mars.
- 3 La baisse des **créditeurs** s'explique principalement par les procédés de démarcation exhaustifs de fin d'année qui ne peuvent être effectués lors d'un trimestre, particulièrement pour les charges de nature administratives, tel que décrit à la section 6 de ce rapport trimestriel.
- 4 La contribution de Bell Média est assujettie à des affectations d'origine externe et, de ce fait, est constatée à l'état des résultats seulement au moment où elle est utilisée aux fins prévues. Ainsi, les **revenus reportés** ont augmenté dû à la contribution de Bell Média qui a été encaissée mais n'a pas encore été utilisée.
- 5 La diminution des **obligations relatives aux programmes d'aide financière** découle du fait qu'une portion du solde au 31 mars 2017 a été versée lors du premier trimestre et n'a pas été compensé par de nouvelles obligations.
- 6 La hausse des **immobilisations corporelles** provient de la capitalisation aux travaux en cours de coûts associés au projet RSI.
- 7 Les **charges payées d'avance** ont diminué de façon importante en conséquence de la passation aux résultats de la presque totalité des charges payées d'avance de l'exercice précédent.

8. RAPPROCHEMENT DU COÛT DE L'EXPLOITATION ET DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE

La Société reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'un crédit parlementaire annuel. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et dans l'état de la situation financière peuvent avoir été financés au moyen d'un crédit parlementaire qui a été approuvé lors d'un exercice précédent ou lors de l'exercice en cours. Le rapprochement fait appel à un calcul qui fait en sorte que certains éléments ne peuvent être reliés directement aux états financiers, le crédit parlementaire étant calculé selon une méthode de comptabilité de caisse modifiée.

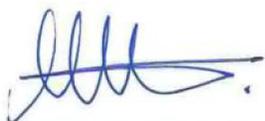
<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 juin 2017	30 juin 2016
Coût de l'exploitation	20 691	23 892
Ajustement affectant l'utilisation du crédit parlementaire :		
Ajustement pour les dépenses de soutien qui rencontrent les critères d'admissibilité au crédit parlementaire	5 114	3 371
Dépenses de soutien financées par le Fonds des talents	(93)	(739)
Contributions aux activités de soutien promotionnel	(541)	(333)
Charges payées d'avance	(2 015)	(1 847)
Créances contractuelles	(5)	(5)
Frais de fonctionnement et d'administration financés par le FMC	(2 418)	(2 408)
Acquisitions d'immobilisations	665	444
Recouvrement de salaire pour transition à un régime de paie en arrérages	8	-
Amortissement	(136)	(105)
Avantages sociaux futurs	34	(12)
Crédit parlementaire constaté au 30 juin	21 304	22 258
Crédit parlementaire disponible pour les trimestres subséquents	79 150	73 196
Crédit parlementaire autorisé	100 454	95 454

Le montant du crédit parlementaire de l'exercice est issu du Budget principal des dépenses de 2017-2018.

9. ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 30 JUIN 2017**Déclaration de responsabilité de la direction**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers trimestriels conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.



Carolle Brabant, FCPA, FCA, MBA
Directrice générale



Denis Pion
Directeur - Administration et services d'entreprise

Montréal, Canada
Le 29 août 2017



État des résultats

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2017

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Annexe	30 juin Budget	30 juin 2017	30 juin 2016
Dépenses de soutien				
Développement de l'industrie audiovisuelle canadienne				
Programmes de production		10 030	9 824	13 019
Programme pour le long métrage documentaire		100	75	98
Programme de développement		-	-	196
Administration des recommandations à titre de coproduction audiovisuelle régie par des traités		128	123	127
		10 258	10 022	13 440
Soutien promotionnel au Canada et à l'étranger				
Activités promotionnelles internationales		1 900	2 098	1 509
Programme de promotion et activités promotionnelles nationales		1 500	1 508	1 382
Programme de mise en marché		500	214	801
Programme de mise en marché internationale		100	62	112
Programme d'aide à l'exportation		50	28	-
		4 050	3 910	3 804
		14 308	13 932	17 244
Frais de fonctionnement et d'administration	A	7 202	6 759	6 648
Coût de l'exploitation		21 510	20 691	23 892
Revenus				
Honoraires de gestion provenant du Fonds des médias du Canada				
		2 388	2 418	2 408
Revenus d'investissements et récupérations				
		510	547	707
Contributions aux activités de soutien promotionnel				
		548	541	333
Fonds des talents				
		-	25	4
Intérêts				
		25	22	25
		3 471	3 553	3 477
Coût net de l'exploitation avant le financement gouvernemental		18 039	17 138	20 415
Financement gouvernemental				
Crédit parlementaire		22 101	21 304	22 258
Excédent		4 062	4 166	1 843
Excédent accumulé au début		26 585	26 585	26 108
Excédent accumulé à la fin		30 647	30 751	27 951

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.



État de la situation financière

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 juin 2017	31 mars 2017
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	61 470	61 709
Trésorerie - Fonds des talents	1 963	649
Débiteurs	2 748	2 977
À recevoir du Fonds des médias du Canada	2 477	3 262
Prêt	240	240
	68 898	68 837
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	2 071	3 234
Revenus reportés - Fonds des talents	1 357	-
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	39 405	45 172
Passif au titre des avantages sociaux futurs	765	783
	43 598	49 189
Actifs financiers nets	25 300	19 648
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles	5 191	4 662
Charges payées d'avance	260	2 275
	5 451	6 937
Excédent accumulé	30 751	26 585

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.



État de la variation des actifs financiers nets

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2017

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 juin Budget	30 juin 2017	31 mars 2017
Excédent	4 062	4 166	477
Opérations liées aux immobilisations corporelles			
Amortissement	136	136	486
Acquisitions	(640)	(665)	(2 798)
Autres opérations			
Acquisitions des charges payées d'avance	-	(151)	(2 275)
Utilisation des charges payées d'avance	2 200	2 166	2 365
Augmentation des actifs financiers nets	5 758	5 652	(1 745)
Actifs financiers nets au début de l'exercice	19 648	19 648	21 393
Actifs financiers nets à la fin	25 406	25 300	19 648

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.



État des flux de trésorerie

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2017

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 juin 2017	30 juin 2016
Activités de fonctionnement		
Excédent	4 166	1 843
Éléments sans effet sur la trésorerie :		
Diminution du passif au titre des avantages sociaux futurs	(18)	(12)
Amortissement des immobilisations corporelles	136	105
	4 284	1 936
Variations des éléments financiers hors caisse :		
Diminution (augmentation) des débiteurs	229	(309)
Diminution du montant à recevoir du Fonds des médias du Canada	785	847
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	(1 163)	373
Augmentation des revenus reportés - Fonds des talents	1 357	1 345
Diminution des obligations relatives aux programmes d'aide financière	(5 767)	(2 387)
Diminution des charges payées d'avance	2 015	1 847
	1 740	3 652
Activités d'investissement en immobilisations		
Sorties de fonds relatives à l'acquisition d'immobilisations corporelles	(468)	(293)
Variation des créditeurs et charges à payer des projets en capital	(197)	(151)
	(665)	(444)
Augmentation du montant à recevoir du Trésor et trésorerie - Fonds des talents	1 075	3 208
Montant à recevoir du Trésor et trésorerie - Fonds des talents au début de l'exercice	62 358	58 135
Montant à recevoir du Trésor et trésorerie - Fonds des talents à la fin de la période	63 433	61 343

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.



Notes aux états financiers trimestriels

1. Base de préparation des états financiers

Les présents états financiers trimestriels non vérifiés ont été préparés par la direction de la Société selon les *Normes comptables canadiennes pour le secteur public* (NCCSP) en application de la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada*. Ils doivent être lus en conjonction avec les derniers états financiers annuels vérifiés du 31 mars 2017. Les principales méthodes comptables adoptées dans ces états financiers trimestriels sont similaires à celles utilisées dans les états financiers annuels du 31 mars 2017.

2. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 2016-2017 ont été reclassés afin de se conformer à la présentation adoptée en 2017-2018.

Annexe A - Autres renseignements

A - Frais de fonctionnement et d'administration

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 juin Budget	30 juin 2017	30 juin 2016
Salaires et avantages sociaux	4 788	4 550	4 197
Technologies de l'information	1 040	1 008	1 025
Location, taxes, chauffage et électricité	451	455	447
Honoraires professionnels	430	272	490
Voyages et accueil	148	142	123
Frais de bureau	138	138	175
Amortissement d'immobilisations corporelles	136	136	105
Publicité et publications	71	58	86
	7 202	6 759	6 648